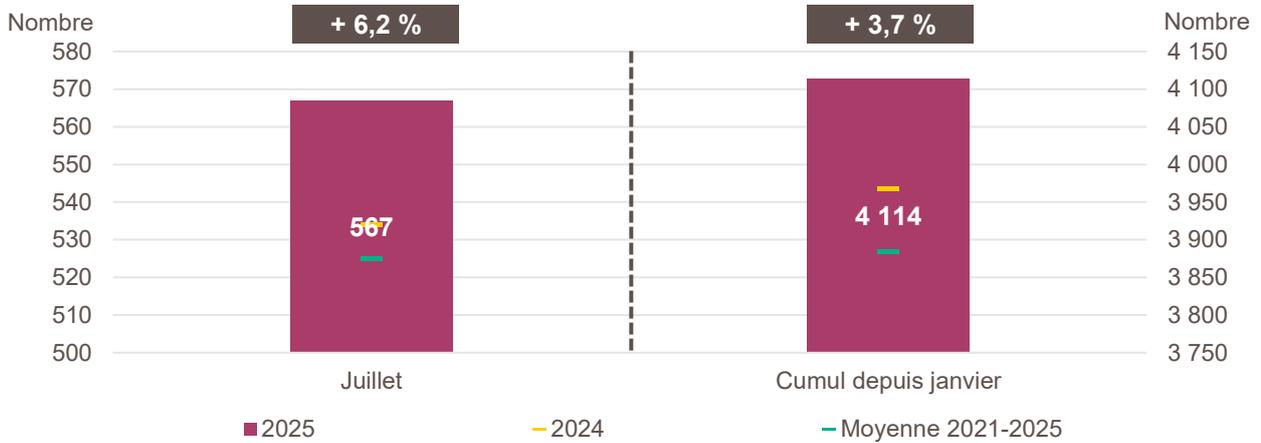


Création d'entreprise en Corse en juillet 2025 et cumul depuis le début de l'année



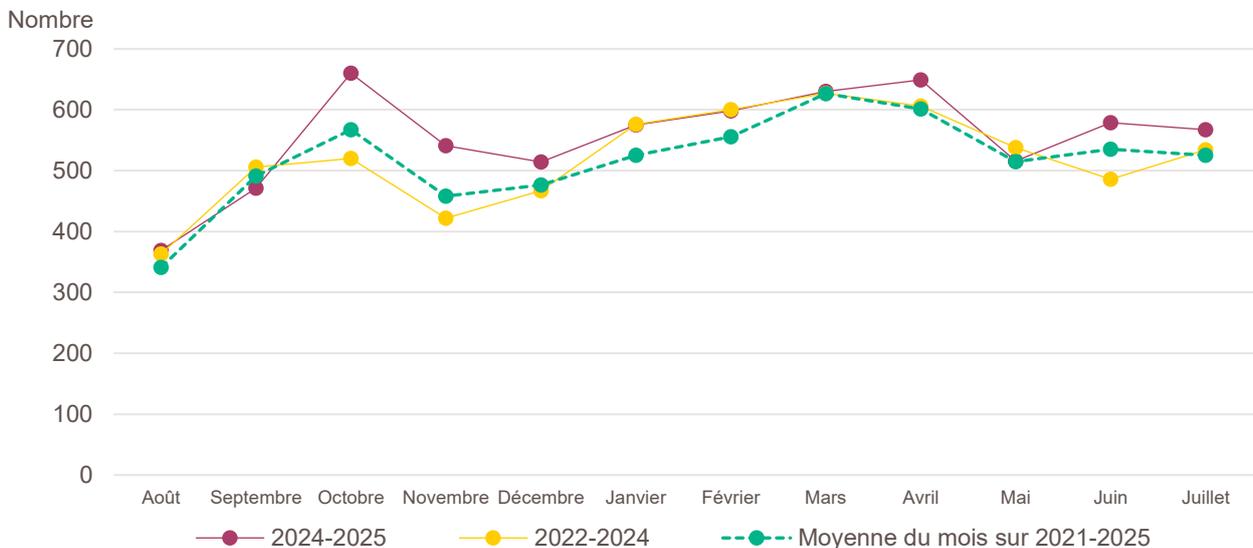
Lecture de la partie gauche : en juillet 2025, 567 entreprises ont été créées en Corse, soit + 6,2 % par rapport aux 534 de juillet 2024 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 525 pour le mois de juillet des cinq dernières années (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2025 s'élève à 4 114, soit + 3,7 % par rapport aux 3 967 de janvier à juillet 2024 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et juillet des cinq dernières années est de 3 884 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en août 2022, 363 entreprises ont été créées en Corse et 341 en moyenne pour les mois de août des cinq dernières années.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Activités secondaires	98	66,3	- 3,9	- 2,6
Industrie	34	85,3	- 22,7	- 4,4
Construction	64	56,3	+ 10,3	- 1,5
Activités de type commerce	172	55,8	- 3,9	+ 1,3
Commerce de détail	44	59,1	- 12,0	- 0,6
Commerce de gros	14	42,9	+ 16,7	- 9,3
Commerce de bouche ^a	2	0,0	+ 100,0	- 18,8
Commerce et réparation automobiles	14	50,0	+ 55,6	+ 1,1
Hébergement	9	11,1	+ 0,0	+ 21,3
Restauration	40	37,5	+ 8,1	- 1,6
Services en direction des personnes	49	83,7	- 19,7	+ 4,2
Activités de type services	297	64,3	+ 17,4	+ 8,0
Immobilier	20	40,0	- 20,0	+ 9,0
Transports et entreposage	22	81,8	+ 175,0	+ 70,4
Activités scientifiques et techniques	45	71,1	- 13,5	- 0,2
Activités de soutien aux entreprises	92	80,4	+ 27,8	+ 8,1
Information et communication	18	44,4	+ 50,0	+ 25,7
Enseignement	28	78,6	+ 86,7	+ 16,3
Arts, spectacles et activités récréatives	22	63,6	+ 10,0	- 4,4
Santé humaine et action sociale ^b	34	38,2	+ 0,0	- 1,3
Activités financières et d'assurance	16	12,5	+ 6,7	- 13,2
Activités des sociétés holding	2	0,0	- 75,0	- 44,4
Total Corse	567	62,1	+ 6,2	+ 3,7

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en juillet 2025, 34 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 85,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 22,7 % par rapport à juillet 2024 et un nombre cumulé sur janvier-juillet 2025 en baisse de - 4,4 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2024.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

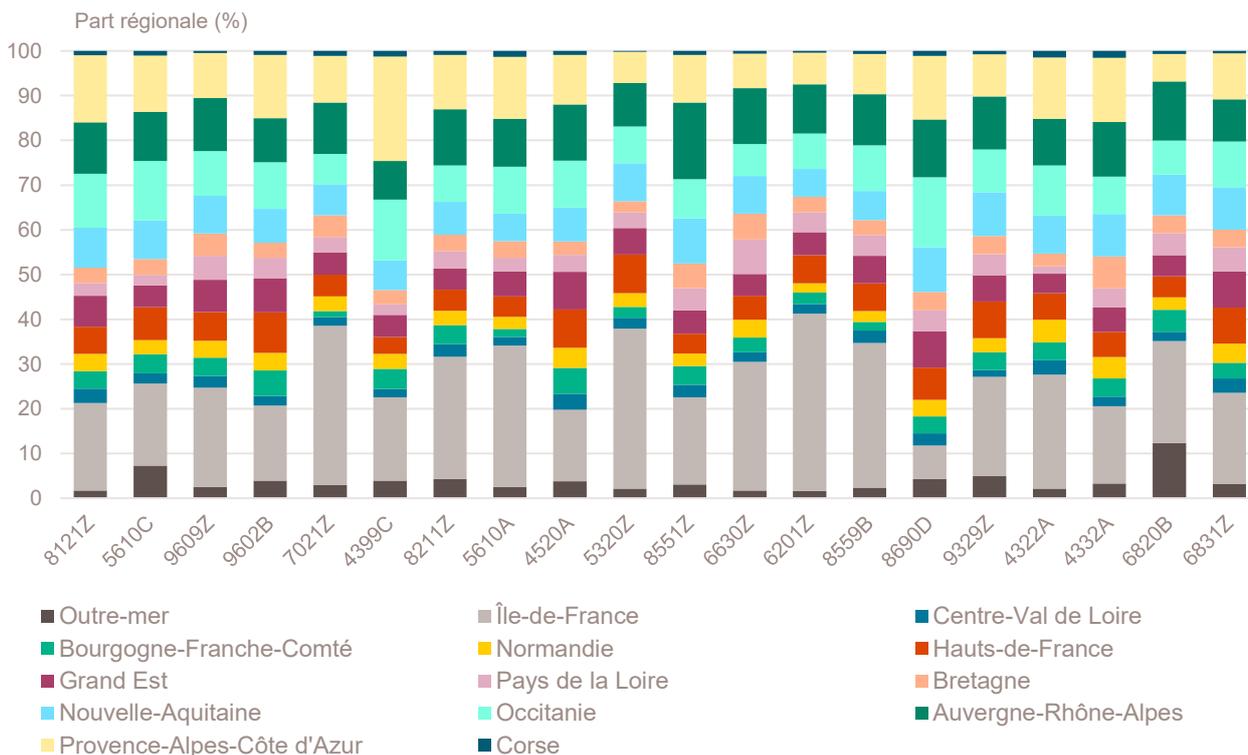
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	46	95,7	+ 12,2
5610C-Restauration de type rapide	19	52,6	- 13,6
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	17	94,1	- 22,7
9602B-Soins de beauté	15	86,7	- 11,8
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	14	100,0	+ 366,7
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	13	61,5	- 7,1
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	13	69,2	+ 44,4
5610A-Restauration traditionnelle	12	25,0	+ 20,0
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	11	54,5	+ 175,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	11	100,0	+ 175,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	11	81,8	+ 37,5
6630Z-Gestion de fonds	10	0,0	+ 66,7
6201Z-Programmation informatique	9	33,3	+ 200,0
8559B-Autres enseignements	9	77,8	+ 125,0
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	9	0,0	- 10,0
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	9	77,8	- 18,2
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8	87,5	+ 60,0
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	8	37,5	+ 700,0
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	8	12,5	- 20,0
6831Z-Agences immobilières	8	87,5	+ 14,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

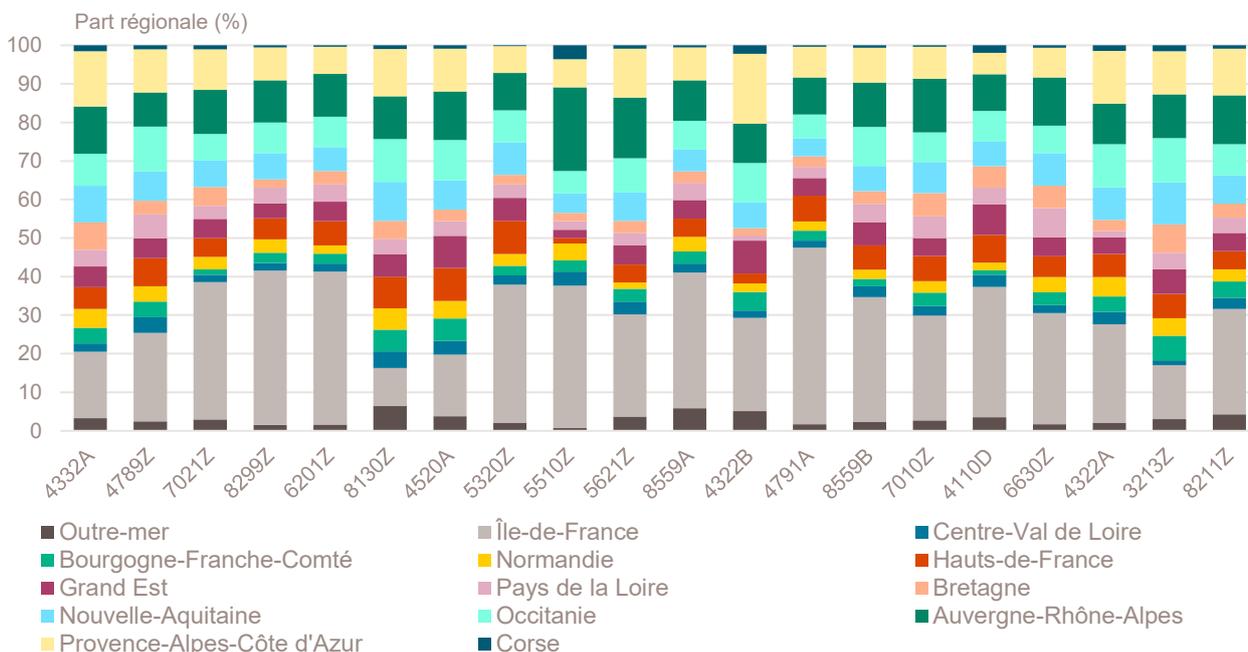
Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	8	37,5	+ 700,0
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	7	100,0	+ 600,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	14	100,0	+ 366,7
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	7	85,7	+ 250,0
6201Z-Programmation informatique	9	33,3	+ 200,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	6	33,3	+ 200,0
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	11	54,5	+ 175,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	11	100,0	+ 175,0
5510Z-Hôtels et hébergement similaire	5	0,0	+ 150,0
5621Z-Services des traiteurs	5	40,0	+ 150,0
8559A-Formation continue d'adultes	5	80,0	+ 150,0
4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	7	85,7	+ 133,3
4791A-Vente à distance sur catalogue général	7	85,7	+ 133,3
8559B-Autres enseignements	9	77,8	+ 125,0
7010Z-Activités des sièges sociaux	6	0,0	+ 100,0
4110D-Supports juridiques de programmes	5	0,0	+ 66,7
6630Z-Gestion de fonds	10	0,0	+ 66,7
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8	87,5	+ 60,0
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	6	100,0	+ 50,0
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	13	69,2	+ 44,4

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 12 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

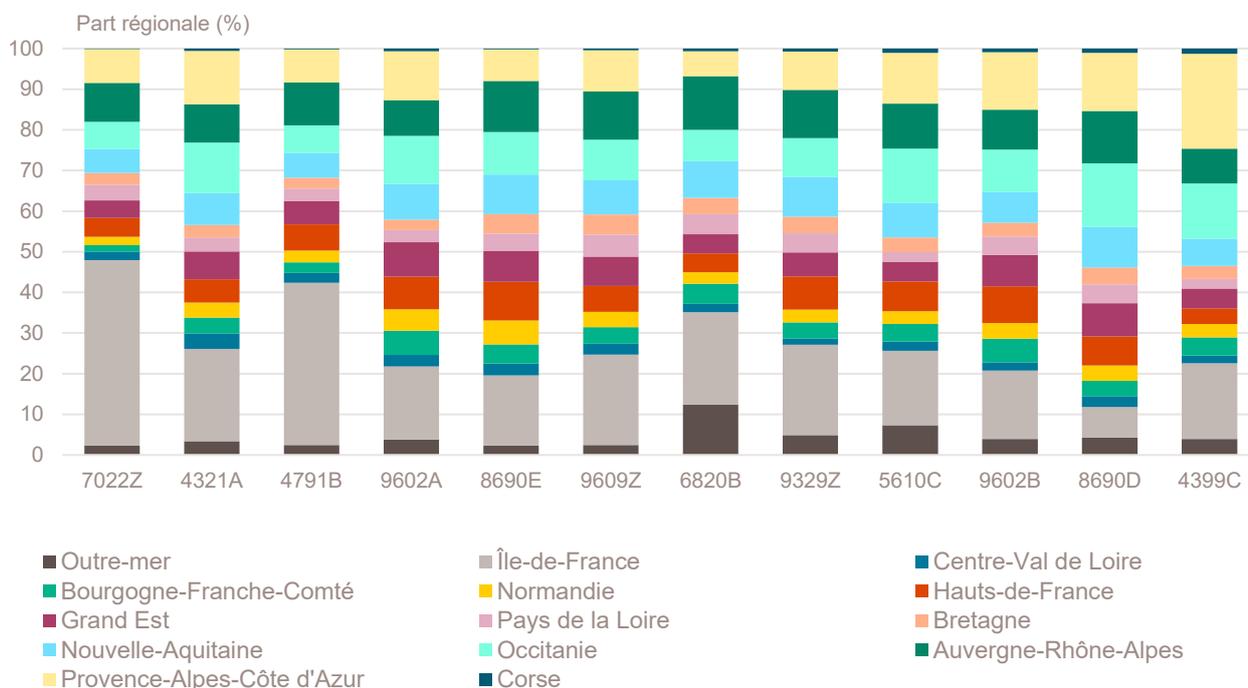
Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	6	66,7	- 62,5
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	6	66,7	- 53,8
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	7	57,1	- 53,3
9602A-Coiffure	5	40,0	- 37,5
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	8	12,5	- 33,3
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	17	94,1	- 22,7
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	8	12,5	- 20,0
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	9	77,8	- 18,2
5610C-Restauration de type rapide	19	52,6	- 13,6
9602B-Soins de beauté	15	86,7	- 11,8
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	9	0,0	- 10,0
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	13	61,5	- 7,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 12, juillet 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Entreprises individuelles	394	69,5	+ 3,1	+ 4,6
Micro-entrepreneurs	352	62,1	+ 4,5	+ 6,1
Entreprises individuelles classiques	42	7,4	- 6,7	- 8,1
Sociétés	173	30,5	+ 13,8	+ 1,5
SARL & EURL	31	5,5	- 3,1	- 0,9
SAS & SASU	128	22,6	+ 16,4	+ 2,2
SCI	1	0,2	---	+ 50,0
Autres ^a	13	2,3	+ 30,0	- 1,2
Total Corse	567	100,0	+ 6,2	+ 3,7

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon leur implantation rurale ou urbaine

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Rurale éloignée très peu dense	37	6,5	- 7,5	- 8,8
Rurale éloignée peu dense	98	17,3	+ 7,7	+ 9,9
Rurale périphérique très peu dense	7	1,2	- 36,4	+ 18,1
Rurale périphérique peu dense	62	10,9	+ 19,2	+ 9,3
Bourg	100	17,6	+ 3,1	+ 2,3
Petite ville	0	0,0	---	---
Urbaine périphérique peu dense	56	9,9	+ 33,3	+ 10,3
Urbaine dense	207	36,5	+ 3,0	+ 0,4
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	567	100,0	+ 6,2	+ 3,7

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	271	47,8	+ 6,7	+ 4,9
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	567	100,0	+ 6,2	+ 3,7
Petites villes de demain (PVD)	93	16,4	+ 14,8	+ 6,1
Actions cœur de ville (ACV)	157	27,7	+ 6,8	+ 2,0
Territoires d'industrie (TI)	266	46,9	+ 3,9	+ 1,3

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires aidés n'est donc pas indiquée ici

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 322	62,9	+ 2,0	- 2,1
01 - Ain	829	65,0	+ 7,0	+ 0,7
03 - Allier	275	64,4	- 19,8	- 5,6
07 - Ardèche	357	66,1	- 5,8	- 2,9
15 - Cantal	128	51,6	- 1,5	- 6,9
26 - Drôme	698	66,3	+ 5,9	- 3,5
38 - Isère	1 695	65,5	+ 0,7	- 2,6
42 - Loire	933	59,2	+ 1,6	- 2,6
43 - Haute-Loire	235	67,2	- 3,7	- 3,2
63 - Puy-de-Dôme	768	61,6	+ 0,4	- 0,0
69 - Rhône	3 368	61,0	+ 0,6	- 3,0
73 - Savoie	683	62,2	+ 1,6	- 0,5
74 - Haute-Savoie	1 353	64,2	+ 14,4	+ 0,8
Bourgogne-Franche-Comté	3 606	64,4	+ 8,5	+ 2,2
21 - Côte-d'Or	732	63,7	+ 3,5	+ 1,2
25 - Doubs	753	62,9	+ 6,5	+ 3,9
39 - Jura	346	68,8	+ 21,4	+ 0,6
58 - Nièvre	240	66,3	+ 12,1	+ 1,2
70 - Haute-Saône	290	63,1	+ 32,4	+ 12,7
71 - Saône-et-Loire	670	62,5	+ 5,5	+ 3,1
89 - Yonne	419	66,3	+ 4,5	- 5,5
90 - Territoire-de-Belfort	156	68,6	+ 0,6	+ 6,4
Bretagne	3 925	59,0	+ 11,5	+ 1,7
22 - Côtes-d'Armor	583	55,7	- 1,5	- 4,6
29 - Finistère	913	57,9	+ 6,2	+ 1,6
35 - Ille-et-Vilaine	1 527	59,5	+ 19,8	+ 4,9
56 - Morbihan	902	61,4	+ 13,6	+ 1,4
Centre-Val de Loire	2 689	63,6	+ 1,0	+ 0,7
18 - Cher	236	65,3	+ 3,5	+ 2,4
28 - Eure-et-Loir	428	64,3	- 0,5	- 3,0
36 - Indre	184	62,5	+ 4,0	+ 2,4
37 - Indre-et-Loire	732	62,0	+ 5,3	- 0,7
41 - Loir-et-Cher	319	59,9	+ 7,8	+ 1,3
45 - Loiret	790	65,9	- 5,5	+ 3,0
Corse	567	62,1	+ 6,2	+ 3,7
2A - Corse-du-Sud	293	63,1	+ 0,7	+ 4,4
2B - Haute-corse	274	60,9	+ 12,8	+ 2,9
Grand Est	6 240	65,4	+ 10,7	- 2,3
08 - Ardennes	254	68,1	+ 10,0	+ 0,3
10 - Aube	329	66,0	+ 31,6	+ 1,7
51 - Marne	669	65,8	- 0,3	- 11,0
52 - Haute-Marne	140	57,9	+ 2,2	+ 4,2
54 - Meurthe-et-Moselle	786	64,9	+ 8,6	- 2,1
55 - Meuse	153	66,0	+ 1,3	+ 2,1
57 - Moselle	1 115	69,4	+ 7,0	+ 3,9
67 - Bas-Rhin	1 463	61,9	+ 11,2	- 11,4
68 - Haut-Rhin	937	66,6	+ 22,0	+ 4,7
88 - Vosges	394	64,5	+ 13,2	+ 7,1

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Hauts-de-France	6 342	66,5	+ 8,4	- 0,2
02 - Aisne	457	65,6	+ 9,3	+ 1,1
59 - Nord	3 101	67,2	+ 10,0	- 0,3
60 - Oise	819	68,3	- 15,2	- 2,6
62 - Pas-de-Calais	1 435	67,6	+ 26,8	+ 1,1
80 - Somme	530	58,1	+ 2,9	- 0,4
Île-de-France	28 956	59,9	+ 14,8	+ 2,3
75 - Paris	10 584	50,3	+ 29,7	+ 16,6
77 - Seine-et-Marne	2 326	69,1	+ 16,8	- 1,5
78 - Yvelines	2 467	64,2	+ 13,8	+ 0,3
91 - Essonne	2 069	68,7	+ 10,5	- 3,8
92 - Hauts-de-Seine	3 127	60,2	+ 5,1	- 3,5
93 - Seine-Saint-Denis	3 492	65,5	+ 1,2	- 10,6
94 - Val-de-Marne	2 679	65,3	+ 5,2	- 2,9
95 - Val-d'Oise	2 212	67,5	+ 7,5	- 3,6
Normandie	3 564	60,9	+ 8,6	+ 3,6
14 - Calvados	902	61,2	+ 10,9	+ 5,5
27 - Eure	621	64,1	+ 10,7	+ 4,8
50 - Manche	448	53,1	+ 5,9	- 1,0
61 - Orne	254	63,0	+ 5,8	- 2,3
76 - Seine-Maritime	1 339	61,5	+ 7,5	+ 4,6
Nouvelle-Aquitaine	7 789	65,0	+ 3,4	+ 1,5
16 - Charente	389	68,1	+ 13,1	+ 5,3
17 - Charente-Maritime	824	64,4	+ 5,1	- 1,8
19 - Corrèze	232	56,0	+ 17,2	+ 4,9
23 - Creuse	84	53,6	- 15,2	- 1,7
24 - Dordogne	461	67,2	- 6,9	+ 5,4
33 - Gironde	2 877	66,6	- 0,8	+ 0,9
40 - Landes	535	65,8	+ 4,3	- 3,3
47 - Lot-et-Garonne	386	64,8	+ 27,4	+ 7,8
64 - Pyrénées-Atlantiques	873	64,4	+ 0,3	+ 2,3
79 - Deux-Sèvres	296	56,8	- 8,9	+ 2,7
86 - Vienne	439	65,1	+ 9,5	+ 6,0
87 - Haute-Vienne	393	62,3	+ 30,1	- 1,8
Occitanie	9 335	66,0	+ 9,6	+ 1,9
09 - Ariège	183	64,5	- 8,0	- 4,5
11 - Aude	504	68,3	- 0,6	- 1,5
12 - Aveyron	316	57,9	+ 19,7	+ 5,1
30 - Gard	1 063	66,0	+ 12,4	+ 0,6
31 - Haute-Garonne	2 682	67,2	+ 17,8	+ 2,8
32 - Gers	241	61,8	+ 18,1	+ 2,4
34 - Hérault	2 351	64,9	+ 6,9	+ 4,6
46 - Lot	159	60,4	- 18,0	- 2,4
48 - Lozère	86	54,7	+ 11,7	- 2,8
65 - Hautes-Pyrénées	241	74,7	- 10,1	+ 0,1
66 - Pyrénées-Orientales	752	70,2	+ 13,3	+ 0,9
81 - Tarn	477	63,7	+ 7,9	- 3,4
82 - Tarn-et-Garonne	280	66,8	- 0,4	+ 3,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2024-2025 %	Évolution janvier à juillet 2024-2025 %
Pays de la Loire	4 172	61,6	- 0,2	- 3,9
44 - Loire-Atlantique	1 815	62,2	- 0,8	- 2,9
49 - Maine-et-Loire	869	61,8	- 0,6	- 2,5
53 - Mayenne	275	57,1	+ 12,2	+ 2,2
72 - Sarthe	490	63,3	- 7,4	- 14,2
85 - Vendée	723	60,3	+ 2,8	- 2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 191	65,7	+ 16,6	+ 2,0
04 - Alpes-de-Haute-Provence	248	63,7	+ 26,5	+ 0,9
05 - Hautes-Alpes	210	58,6	+ 23,5	- 0,8
06 - Alpes-Maritimes	2 623	67,6	+ 9,9	+ 4,6
13 - Bouches-du-Rhône	4 009	62,4	+ 16,9	+ 2,5
83 - Var	2 116	68,2	+ 21,4	+ 1,0
84 - Vaucluse	985	71,1	+ 21,2	- 3,7
France métrop. hors Île-de-France	69 742	64,2	+ 7,5	+ 0,3
France métropolitaine	98 698	63,0	+ 9,5	+ 0,9
France d'outre-mer	3 200	55,8	+ 10,4	+ 9,6
971 - Guadeloupe	866	51,6	+ 22,3	+ 9,0
972 - Martinique	567	51,7	- 22,4	+ 0,7
973 - Guyane	340	54,4	+ 40,5	+ 14,2
974 - La Réunion	1 237	63,5	+ 15,2	+ 10,9
976 - Mayotte	190	39,5	+ 31,9	+ 39,2
France entière	101 898	62,7	+ 9,6	+ 1,2

Lecture : en juillet 2025, 4 172 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 61,6 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 0,2 % par rapport à juillet 2024. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-juillet 2025 a baissé de - 3,9 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2024.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base de l'ANCT pour les territoires aidés et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, permettant aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes. Lancé en 2018, le programme **Territoires d'industrie** vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 27/08/2025.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de juillet 2025. Bpifrance Création, août 2025 ».

Contact : [utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)